



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 08/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL LES PIERRES DE FRONTENAC

4 route du Moulin à Vent
Carrière Piquepoche
33760 Frontenac

Références : 25-674
Code AIOT : 0005203626

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2025 dans l'établissement SARL LES PIERRES DE FRONTENAC implanté 4 route du Moulin à Vent Carrière Piquepoche 33760 Frontenac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL LES PIERRES DE FRONTENAC
- 4 route du Moulin à Vent Carrière Piquepoche 33760 Frontenac
- Code AIOT : 0005203626
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL LES PIERRES DE FRONTENAC est une entreprise spécialisée dans l'exploitation de carrières pour la production de pierres de taille. En Gironde, elle détient 2 carrières sur la commune de Frontenac dont celle de « Piquepoche », objet de l'inspection. Un atelier de sciage est également implanté sur le site.

La carrière est autorisée depuis le 16 mai 2018 à poursuivre l'extraction, débutée en 1987, pour une durée de 30 ans.

Au lieu-dit « Piquepoche », la société LES PIERRES DE FRONTENAC est autorisée à exploiter une carrière calcaire, à ciel ouvert, hors d'eau et en gradins successifs, pour la pierre de taille avec une remise en état des surfaces exploitées coordonnée à l'avancée des travaux. Le site accueillera au cours de réaménagement des matériaux inertes extérieurs qui seront employés en complément des stériles d'exploitation pour du remblaiement.

La production moyenne annuelle autorisée est de 30 000 t, avec un maximum à 60 000 t.

L'emploi de produit explosif est autorisé. Il a pour but d'extraire rapidement les matériaux « non dur », pour libérer des veines de dur-marbrier calcaire. Depuis 2017, aucun tir n'a été enregistré. L'exploitant déclare ne plus extraire de cette façon jugée trop invasive. Le site utilise des haveuses.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Exploitation progressive	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 2.1.4.1 et 2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 2.1.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Gestion des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 5.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 5.2.9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Extraction à l'avancée	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 1.5	Sans objet
3	Modalités d'extraction	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 2.1.5.3	Sans objet
5	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 3.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conditions d'exploiter sont globalement respectées, mais une action corrective rapide est

attendue pour la bonne évaluation de la qualité des eaux pluviales rejetées.

Pour ce qui concerne l'avancée de l'extraction, un retard est noté. A ce stade, cela n'a pas de conséquence sur les garanties financières et la remise en état. Une mise à jour précise des documents et de la stratégie sera à fournir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction à l'avancée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 1.5
Thème(s) : Situation administrative, Adéquation phasage et garanties financières
Prescription contrôlée : La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. A chaque période un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période [est défini]. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe 4 et 5 [de l'arrêté préfectoral d'autorisation] présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. (...) L'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document [attestant des garanties financières].
Constats : La visite d'inspection a permis de constater que deux fronts d'extraction sont en cours ; au Nord-Ouest "Piquepoche et à l'Est "Tiffaut". Des haveuses sont positionnées sur chaque front. Au regard du plan de phasage initialement prévu, l'exploitation débute ce qui correspond à la période 2023-2028 dite "phase 2". La remise en état, notamment le remblaiement, n'a pas commencé (prévu à partir de la fin de la phase 2). 10 000 tonnes de boues de bassins et stériles sont en attente et disponibles pour remblaiement dès la libération de la zone d'extraction correspondante. Les garanties financières prévues pour cette phase sont de 325 367 € pour une surface d'exploitation ouverte pouvant aller jusqu'à 7 hectares. L'acte de cautionnement fourni par l'exploitant daté du 6/02/2025 valable jusqu'en mai 2028 couvre bien ce montant. A ce stade, bien qu'une dérive du calendrier soit à noter, l'extraction et les garanties sont cohérentes. Le principe de la remise en état à l'avancée ne peut être apprécié, mais a été rappelé à l'exploitant. En effet, la remise en état de la phase N-1, permet de compenser les impacts en cours durant la phase N. De manière générale, il est rappelé à l'exploitant qu'en fonction des besoins d'extraction, il pourra avoir besoin d'étudier la modification , au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, du phasage et de la surface à décaper d'ici la fin de l'autorisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : A l'occasion de la transmission des prochaines garanties financières, l'exploitant justifie le calcul notamment avec un état d'avancement du phasage. Il joint, au besoin, une demande de

modification avec tous les éléments d'appréciation, tant des besoins que des impacts environnementaux est à transmettre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exploitation progressive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 2.1.4.1 et 2
Thème(s) : Autre, Défrichement et décapage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phase correspondant aux besoins de l'exploitant.</p> <p>Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux de d'exploitation. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mélanger les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le décapage, d'environ 2 hectares, à l'Est du front "Tiffaut" étaient en cours lors de l'inspection afin de lancer la phase 2. Les différentes couches du sous-sol sont bien stockées de manières séparées ; terres végétales d'un côté et stériles de l'autre.</p> <p>En revanche, la période n'est pas celle retenue suite à l'analyse des impacts qui prévoyaient pour période favorable, septembre à novembre, pour éviter d'impacter les reptiles et oiseaux (cf. dossier W16.1285/ETU, §VII.2.2.1 - Phasage des travaux en faveur de la faune) .</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'étudier l'impact sur la faune et la flore du décapage venant d'être réalisé, en intégrant la zone de stockage des couches de sol. Une consigne d'exploitation avec le calendrier des prochaines périodes de décapage est à fournir pour vérification.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Modalités d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 2.1.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Cote et épaisseur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La cote minimale du fond de la carrière est 33 m NGF. L'épaisseur maximale d'extraction est de 20 m. La hauteur maximale des gradins du front d'abattage est de 5 m.</p>

Constats :
<p>Le plan topographique réalisé le 5/12/2024 a été consulté.</p> <p>La cote minimale atteinte est de 34 m NGF. L'épaisseur de 20 m est respectée ainsi que le principe d'extraction en banquette avec des fronts d'abatage de 5 m de hauteur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 2.1.7.2
Thème(s) : Autre, Mise à jour
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; • les bornes visées à l'article 2.1.2.2 ; • les bords de la fouille ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • les zones remises en état ; • les voies de circulation ; • les installations de toute nature (bascule, locaux, installations de traitement,...) ; • les limites de garantie du périmètre exploitable visés à l'art. 1.2.3.2 ; • la position des éléments de surface visés à l'art. 1.2.3.2 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>À la fin de chaque période quinquennale, ce plan est adressé à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La couche "topographie" du plan d'exploitation mise à jour en décembre 2024 a été fournie. Les bornes, la limite des 10 m non exploitable, les zones remises en état, les installations particulières (vanne à guillotine, réseau enterré, zone de dépôt des boues de curage des bassins, merlons terres végétales, merlons stériles, etc.) ne sont pas représentés sur cette couche.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, à l'occasion de la fin de la phase 1, d'établir et transmettre un plan complet à jour.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
Prescription contrôlée : L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : En 2022, un libre accès au front de Tiffaut via un chemin derrière le merlon avait été constaté. L'exploitant avait réagi en sécurisant cette entrée et le merlon (signalisation et barrières). Ces éléments sont toujours bien en place et en bon état, tout comme ceux déjà présents au niveau de l'entrée principale.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : Eaux exclusivement pluviales et eaux de la nappe de la fouille de Tiffaut collectés en fond de fouille pour les besoins de l'atelier de sciage voisin : En sortie de ce dernier bassin, les eaux sont reprises et renvoyées par pompage vers les bassins d'eau claire. Un trop plein, matérialisé par une canalisation enterrée est aménagé sur les bassins d'eau claire, pour un rejet vers le Gourmeron : une vanne à guillotine est présente sur la canalisation afin de bloquer les rejets en cas de pollution accidentelle sur la carrière.
Constats : Les bassins de décantation sont en place. De manière générale, les pentes du site permettent aux eaux pluviales d'être collectées dans les bassins avant rejet vers le milieu naturel. En revanche, la guillotine n'a pu être observée. L'exploitant déclare ne pas avoir réalisé son entretien et s'engage à faire des travaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant vérifie le bon état de la canalisation enterrée et justifie du bon fonctionnement d'une vanne permettant de bloquer le rejet des eaux du bassin de décantation. Une consigne et tout élément de signalisation utile à la mise en œuvre de cet équipement est également mis en place sous un mois et transmis pour vérification à l'inspection des installations

classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 5.2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux vers le ruisseau et nappe
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Eaux vers le ruisseau : Un contrôle des paramètres [MEST, DCO, hydrocarbures, métaux lourds, azote] est effectué 2 fois par an.</p> <p>Nappe : Un contrôle de paramètres [pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, métaux lourds, DCO ou COT, hydrocarbures] est effectué une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué les résultats des contrôles de qualité réalisés dans le bassin de décantation avant rejet vers le ruisseau pour les eaux superficielles et dans le puits à l'extérieur du site pour les eaux souterraines.</p> <p>Les fréquences sont respectées. Le rapport daté du 10/07/2025 présente le bilan des 4 dernières années. Les résultats n'appellent pas de remarque.</p> <p>En revanche, la forme du rapport interpelle. Trois sociétés ou nom commerciaux différents (AÏGASOL, ASS'TECH ENVIRONNEMENT et l'ENCEM) apparaissent soit dans l'en-tête, le pied de page ou la signature, sans que ne soit expliqué le rôle de chacun.</p> <p>Les analyses sont présentées comme réalisées par le laboratoire EUROFINS.</p> <p>Aucun justificatif n'est présenté dans le rapport pour pouvoir vérifier le respect de la mise en œuvre des méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement (avis du 11/04/2024 remplacé par celui du 16/05/2025).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de clarifier l'existence et le rôle de chaque société, en justifiant de leur compétence au regard des méthodes normalisées à respecter. Les comptes rendus d'Eurofins sont également demandés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois